

**MONDIALISATION** A un mois de l'ouverture de la troisième conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Seattle, Américains et Européens

multiplient les rencontres informelles : ● LE COMMISSAIRE européen chargé du commerce, le français Pascal Lamy, estime dans un entretien au Monde que « cette libéralisation est

bonne » et explique que l'Europe souhaite « une libéralisation des normes sociales fondamentales, dont les normes sociales, donc présentes à Seattle

## L'Europe veut renforcer la régulation

Dans un entretien au « Monde », le commissaire européen Pascal Lamy évoque les normes sociales fondamentales, la sécurité alimentaire ». Huit questions

« Vous avez averti récemment que la réunion de Seattle pourrait être un échec et l'OMC incapable de lancer le nouveau cycle de négociations si les Etats-Unis refusaient d'élargir l'ordre du jour. Est-ce une hypothèse plausible ?

— J'ai dit ça parmi beaucoup d'autres considérations qui étaient destinées à apaiser le climat de tension entre l'Europe et les Etats-Unis. Cela étant, Seattle a été convoqué pour décider d'un agenda pour le round et nous avons des raisons extrêmement sérieuses d'insister sur un agenda large. Ces raisons sont politiques : nous pensons qu'il faut un vrai nouveau round, l'OMC n'étant pour l'instant pas en état de produire elle-même ce qu'il faut comme effort de libéralisation commerciale multilatérale. C'est nécessaire aussi parce que le précédent a laissé un très mauvais souvenir aux pays en voie de développement. Enfin, la libéralisation et le contexte de globalisation dans lequel elle se situe provoquent des réactions dans nos opinions. Elles étaient prévisibles, à partir du moment où l'interpénétration se fait jusqu'à atteindre des problèmes comme l'environnement, les normes sociales fondamentales, la sécurité alimentaire, qui touchent de très près la vie des gens, leur culture, leur vision du monde. Il faut donc faire en sorte que ces nouveaux sujets soient traités. Nous devons faire partager par des secteurs de l'opinion jusque-là indifférents notre conviction que cette libéralisation est bonne.

— Comment analysez-vous ces divergences à propos de l'ordre du jour ?

— Aux Etats-Unis, l'analyse est semblable à la nôtre. Ils ont à peu près le même problème politique. Il est vrai que pour l'instant nous n'en tirons pas les mêmes conclusions tactiques. Cela tient à ce que nous ne sommes pas dans le même cycle politique. L'administration américaine est en fin de parcours. Les Américains ont comme échéance Seattle et ils font face à une campagne électorale, un moment propice à l'action des lobbies. Je pense donc que l'administration démocrate, pour des raisons de calendrier, n'analyse pas exactement comme nous la part de risque et la part d'opportunité qu'il y a dans les sujets à traiter.

— Vous étiez à Washington il y a quelques jours. Dans quel état d'esprit avez-vous trouvé vos interlocuteurs américains ?

— Constructif du côté de l'administration et agressif du côté du Congrès.

— Quand Romano Prodi annonce qu'il rencontrera Bill Clinton le 27 octobre, il y a une certaine incompréhension sur le rôle respectif du président Prodi et le vôtre. Comment voyez-vous cette articulation ?

— Il est tout à fait normal que sur un sujet aussi important, Clinton et Prodi, en tant que porteur chacun, au moins symboliquement, d'une part importante du commerce mondial, aient l'idée de se rencontrer pour donner un signal d'encouragement sur un processus qui est difficile. J'appuie ça pleinement.

— Quels sont les objectifs offensifs de l'Union dans la négociation ? Que peut-elle espérer



PASCAL LAMY

en retirer de tangible ?

— L'Europe attend du nouveau round ce qu'elle attendait du round précédent, c'est-à-dire un meilleur accès pour ses entreprises — qui sont très compétitives dans de nombreux domaines — à un certain nombre de marchés extérieurs qui, pour des raisons diverses, ne sont pas ouverts. Ainsi, en France, il y a par exemple beaucoup d'entreprises dans les télécoms, dans l'eau, les services collectifs, qui ont beaucoup à gagner à ce que, par exemple, les appels d'offres gouvernementaux soient régis par des règles plus proches des nôtres.

— Sur les subventions agricoles, on assiste à une sorte d'escalade entre Américains et Européens. Washington veut le démantèlement de nos subventions, alors qu'au même moment le Congrès approuve des subventions importantes en faveur des agriculteurs américains. La PAC est-elle menacée ?

— Depuis dix ans, il y a eu beaucoup de progrès de faits. Nous dépensons, les Américains et nous, les mêmes montants pour l'agriculture. Le problème est de savoir

# ATIONAL

EDI 22 OCTOBRE 1999

que pourquoi l'Euro-  
in agenda large ». Les  
IONS non gouver-  
huit cents seront  
e, veulent faire en-

tendre la voix de la société civile pour  
humaniser le commerce. ● LE PRE-  
MIER MINISTRE, Lionel Jospin, et Jean  
Glavany, ministre de l'agriculture, de-  
vaient recevoir, jeudi 21 octobre,

pour une « table ronde », les repré-  
sentants des principales organisa-  
tions agricoles, afin de procéder à un  
tour d'horizon des questions qui  
préoccupent les professionnels.

## ation du commerce international

estime que le nouveau round de l'OMC doit englober « l'environnement,  
ents ONG veulent faire entendre la voix de la société civile à Seattle

comment on le fait et quel est l'im-  
pact sur le commerce mondial. Les  
Américains, partant d'un système  
d'aides directes (*deficiency pay-  
ments*), ont beau jeu de dire qu'ils  
sont moins néfastes pour le  
commerce international, puisque,  
comme leurs prix sont bas, ils  
n'ont pas de subventions à l'ex-  
portation à donner. Si on regarde  
seulement la partie subventions à  
l'exportation, ils ont un avantage  
de présentation. C'est vieux  
comme l'histoire de la PAC! De-  
puis l'Uruguay Round, l'UE a fait  
évoluer son dispositif de soutien  
vers des aides directes. Les déci-  
sions prises par le conseil euro-  
péen de Berlin sur l'Agenda 2000,  
notamment en matière de baisses  
de prix, nous donnent une marge  
de manœuvre, y compris sur les  
exportations.

- Sera-t-il possible de rouvrir  
l'accord sanitaire et phytosanitaire  
(accord « SPS »), alors que  
les Américains ne le veulent pas,  
donc d'arriver à un vrai débat  
sur le principe de précaution ?

- On est à la veille de débats  
plus difficiles sur ce thème que  
ceux que nous avons eu précé-  
demment. Sur tout ce qui touche  
aux nouvelles matières, que ce soit  
les hormones, les OGM, etc., il est  
évident que nous n'avons pas pour  
l'instant la même philosophie :  
Aux Etats-Unis, les nouveautés  
sont une opportunité alors qu'en  
Europe, on les considère plutôt  
comme un risque. Petit à petit,  
nous réfléchissons nous-mêmes  
sur ces sujets et ils réfléchissent.  
Leur opinion est en train de bou-  
ger. Cela étant, il y a encore beau-  
coup de chemin à faire. Il faut  
qu'on en parle, entre gens du busi-

ness, entre scientifiques, entre au-  
torités morales, car il y a derrière  
tout ça des questions tout à fait  
fondamentales sur la vie. C'est un  
débat typique de la globalisation  
car il renvoie tout de suite au pro-  
blème institutionnel : le méca-  
nisme de règlement des différends  
que nous avons monté à l'OMC se  
révèle de bonne qualité, mais on  
n'a pas décidé, alors qu'il pourrait  
servir à savoir si les organismes  
génétiquement modifiés sont bons  
ou non. Ces sujets-là restent des  
sujets hors des procédures institu-  
tionnelles, sur lesquels il faut  
qu'on réfléchisse politiquement. Si  
l'on ne parvient pas à s'entendre,  
chacun prendra ses responsa-  
bilités.

« Aux Etats-Unis, les  
nouveautés sont une  
opportunité alors  
qu'en Europe, on les  
considère plutôt  
comme un risque »

- Est-il pensable que les Euro-  
péens se rendent à Seattle en  
ordre dispersé à propos de la  
« diversité culturelle » ?

- Non. On est d'ailleurs en train  
de cheminer doucement. Je n'en-  
visage pas ça une seconde, pas plus  
que sur les problèmes qui restent à  
régler sur la présentation que nous  
faisons de la prise en compte des  
normes sociales fondamentales.

- Sur l'exception culturelle,

sur les affaires agricoles, sani-  
taires, on remarque, ce qui est  
nouveau, une forte efferves-  
cence dans nos pays, notam-  
ment en France. Ces réactions  
nationales vont-elles gêner les  
négociateurs de l'Union ?

- Non, je le prends comme un  
fait politique. Les origines de ça,  
on les connaît, c'est la « vache  
folle », c'est la dioxine, c'est le  
sang contaminé. Il y a des trauma-  
tismes collectifs très forts qui ont  
laissé des traces politiques. Et la  
preuve c'est qu'à l'intérieur de  
l'UE on n'a pas encore fait le mé-  
nage, comme en témoigne le diffé-  
rend qu'on a avec les Britanniques  
sur ce qu'il reste à régler des  
conséquences de la « vache folle ».  
Ça me conforte dans l'idée que le  
round doit apporter des réponses  
si possible communes à ce type de  
crantes.

- Cette idée que l'OMC est  
porteur d'une espèce de dicta-  
ture des marchés est répandue.  
Comment y remédier ? L'OMC  
va-t-elle sortir différente du  
Round ?

- L'OMC, c'est un forum de né-  
gociations, composé de membres  
souverains plus un mécanisme de  
règlement des différends, c'est-à-  
dire un juge. S'agissant du méca-  
nisme des différends, il y a quel-  
ques aspects à améliorer à la lu-  
mière de l'expérience depuis 1994,  
il faut rendre en particulier son  
fonctionnement plus transparent.  
Ça fait partie des sujets qui  
doivent être à l'ordre du jour du  
nouveau round. »

Propos recueillis à Bruxelles  
par Philippe Lemaître  
et Laurent Zecchini